

SECTEUR INFORMEL DANS L'ÉCONOMIE MAROCAINE ET RÔLE DE L'ÉTAT POUR SON INTERGRATION

THE INFORMAL SECTOR IN THE MOROCCAN ECONOMY AND THE STATE'S ROLE IN ITS INTERGRATION

Elhoussain CHOUKAR

Docteur et chercheur en sciences économiques

FSJES - Université Cadi Ayyad

Marrakech

Résumé :

Depuis les années 1970, le secteur informel suscite un intérêt et un questionnement croissants, d'une part auprès des chercheurs qui tentent de trouver une explication unanime et d'évoquer des approches qui éclairent le phénomène, et d'autre part auprès des États qui cherchent à envisager des politiques publiques et des mesures à mettre en œuvre pour limiter son poids, sans toutefois parvenir à des résultats probants. En effet, dans les économies des pays en développement, le secteur informel occupe une place considérable, atteignant même parfois la moitié du poids de l'économie totale pour certains États en voie de développement. Le Maroc, qui est l'un de ces pays de rang intermédiaire, son économie est caractérisée par la persistance et la forte contribution des activités informelles et de l'emploi informel. En effet, la crise sanitaire causée par la pandémie coronavirus (covid-19), va aggraver la situation du marché du travail et il y aura une forte mobilité du secteur formel au secteur informel.

Dans cet article, l'objectif plutôt modeste est de déterminer la contribution du secteur informel à la production nationale, la constitution de la valeur ajoutée et le rôle de l'État dans son intégration dans l'économie. Dans cette recherche, nous avons exploré les données secondaires publiées par les institutions compétentes et à travers une analyse descriptive, les résultats obtenus reflètent la réalité du secteur informel par rapport à l'économie nationale et la position de l'État face à ce secteur sans pour autant prendre en considération l'ampleur de la crise sanitaire puisque il n'y a pas jusqu'à présent des données officielles reflétant la réalité du secteur informel.

Ainsi, il ressort de cette analyse que même si l'État prend des mesures et des initiatives pour l'intégration du secteur informel dans l'économie nationale, la situation de l'informalité des activités est en progression continue. Le secteur informel ne cesse de croître dans l'économie nationale et sa forte présence menace le marché du travail, la compétitivité des entreprises et

favorise la précarité de la population qui s'y trouve et la fuite fiscale pour l'État. Pour intégrer le secteur informel dans l'économie nationale, du moins en partie, il convient de parvenir à une forte croissance économique et de rétablir l'administration publique par le biais de réformes et la lutte contre la corruption.

Mots clés : Secteur informel, Unité de production informelle, État, Production nationale, Valeur ajoutée, Intégration.

Abstract:

Since the 1970s, the informal sector has aroused growing interest and questioning, on the one hand among researchers who are trying to find a unanimous explanation and to evoke approaches that shed light on the phenomenon, and on the other hand among governments who are trying to envisage public policies and measures to be implemented to limit its weight, without, however, achieving conclusive results. Indeed, in the economies of developing countries, the informal sector occupies a considerable place, sometimes even reaching half the weight of the total economy for some developing states. Morocco, which is one of these middle-ranking countries, its economy is characterized by the persistence and strong contribution of informal activities and informal employment. Indeed, the health crisis caused by the coronavirus pandemic (covid-19) will aggravate the situation of the labor market and there will be a strong mobility from the formal to the informal sector.

In this article, the rather modest objective is to determine the contribution of the informal sector to national production, the constitution of value added and the role of the state in its integration in the economy. In this research, we have explored secondary data published by competent institutions and through a descriptive analysis, the results obtained reflect the reality of the informal sector in relation to the national economy and the position of the state in relation to this sector without taking into consideration the magnitude of the health crisis since there is no official data reflecting the reality of the informal sector until now.

Thus, it emerges from this analysis that even though the State is taking measures and initiatives to integrate the informal sector into the national economy, The situation of informality of activities is in continuous progression. The informal sector continues to grow in the national economy and its strong presence threatens the labor market, the competitiveness of companies and promotes the precariousness of the population that is there and the tax leakage for the State. To integrate the informal sector into the national economy, at least in part, it is necessary to achieve strong economic growth and to restore public administration through reforms and the fight against corruption.

Keywords: Informal sector, Informal production unit, State, National production, Added value, Integration.

Introduction

Le début des années 70 du siècle dernier a été marqué par la genèse d'une nouvelle notion dans le champ économique, il s'agit du « secteur informel ». Ainsi, ce dernier constitue une réalité largement partagée (Castells et Portes, 1989 ; Huang et al., 2004), et se définit comme étant un secteur où il n'existe pas de cotisations, de déclarations comptables et de couverture sociale en faveur des actifs exerçant un emploi informel. Cependant, le secteur informel, dont

il faut exclure les activités souterraines et les activités illégales, dispose d'une place et un poids considérable dans les économies des pays en développement tant sur le plan de sa valeur ajoutée qu'au niveau de sa participation aux offres d'emplois.

Ce nouveau concept, apparu dans le champ disciplinaire de l'économie, a en effet suscité des débats entre théoriciens, économistes et même entre États pour déterminer sa position par rapport à l'économie capitaliste et traditionnelle. En outre, le secteur informel a fait l'objet de nombreuses études cherchant à expliquer le phénomène qui a commencé à envahir, plus particulièrement, les économies des pays en développement.

Compte tenu de la croissance continue du secteur informel et du poids persistant des activités informelles, les États et le secteur formel sont concernés. Dans certains pays en développement, le taux d'informalité des activités peut atteindre plus de 60 % par rapport au secteur formel (OCDE 2019). Cette situation comporte plusieurs menaces, la compétitivité des entreprises, l'assiette fiscale de l'État, la fiabilité des opérations financières, le marché du travail et la structure économique et sociale dans son ensemble.

Au Maroc, le secteur informel joue un rôle important dans l'économie nationale, contribuant à plus de 11 % du PIB et 59,2 % des emplois sont informels (Haut-Commissariat au Plan, HCP). Pour l'État, c'est un défi, la réduction du poids du secteur informel aura certainement un impact sur les recettes fiscales, la concurrence déloyale et la précarité des emplois. Cependant, plusieurs contraintes pèsent sur les initiatives de politique publique visant à intégrer le secteur informel dans l'économie.

En revanche, la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 a fortement accentué la taille du secteur informel et la précarité de l'emploi. Cette crise du Coronavirus a certainement provoqué une forte mobilité du secteur formel vers le secteur informel, ce qui ne fera qu'aggraver la situation déjà précaire du marché du travail.

Le présent article a pour objectif d'identifier la contribution du secteur informel dans l'économie marocaine et le rôle de l'État dans son intégration. La question est de déterminer l'évolution des contributions du secteur informel dans la production nationale, le niveau de sa participation dans la constitution de la valeur ajoutée et le rôle de l'État pour faire face à l'ampleur du phénomène de l'informalité des activités.

La structure de cet article s'articule autour de trois axes. Le premier axe portera sur l'évolution de la contribution du secteur informel dans la production nationale et la constitution de la valeur ajoutée précédée d'une définition du secteur informel selon différentes approches. Dans le deuxième axe, nous présenterons le rôle de l'État face au secteur informel, nous évoquerons également les mesures et initiatives de l'État avant et après le lancement de l'INDH (en 2005).

1. Secteur informel : définition, approches et évolution de la contribution dans la production nationale et dans la constitution de la valeur ajoutée.

1-1 : Secteur informel : définitions du concept

La notion de « secteur informel » a été évoquée, pour la première fois, par K. Hart dans le cadre d'une étude sur le Ghana, puis par le BIT dans le rapport de 1972 sur le Kenya. Le secteur informel a fait l'objet d'une évolution dans sa définition, qui est liée à un changement dans l'attitude adoptée à son encontre et aux diverses fonctionnalités qu'il cherche à remplir.

Le concept de secteur informel désigne de manière indistincte une situation dans laquelle se trouvent des réalités aussi différentes que le commerce de rue, l'artisanat, les emplois non déclarés, les micro-unités qui ne disposent pas de comptabilité, le travail à domicile, la prestation de services (services à la personne, travaux d'entretien, réparations...), le transport, etc.

Le BIT (1993) a défini le secteur informel comme suit : *« un ensemble d'unités produisant des biens et des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation, elles opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec, peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations de travail, lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les relations de parenté ou les relations personnelles et sociales plutôt que, sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme. ¹ »*

Les statisticiens du travail ont complété en 2002, lors de la 17^e CIST (Conférence internationale des statisticiens du travail de l'OIT), les statistiques sur l'emploi au sein du secteur informel en ajoutant des statistiques sur l'emploi informel. Ainsi, l'emploi informel et le secteur informel sont regroupés dans l'économie informelle. Cette dernière rassemble toute sorte d'activité informelle et emploi informel (légal, illégal, souterraine, domestique...).

1-2 : Approches sur le secteur informel.

Pour expliquer le phénomène du « secteur informel », trois approches distinctes sont évoquées :

- Dualiste : qui considère que le secteur informel est un segment inférieur du marché du travail dual, sans aucun rattachement direct à l'économie formelle. C'est un secteur résiduel (Harris et Todaro [1970] et Lewis [1954]).
- Structuraliste : cette approche insiste sur la décentralisation de la production ainsi que sur les interrelations et l'interdépendance entre le secteur formel et informel. le secteur informel est subordonné au secteur formel (Benton et Castells, Porter, 1989).
- Néolibérale (légaliste) ou Orthodoxe : qui a une vision idéologique s'inspirant du courant libéral. Le secteur informel est considéré comme étant un ensemble de micro-entrepreneurs qui privilégient les activités informelles pour échapper aux coûts liés à l'enregistrement (De Soto, 1987).
- Une nouvelle approche a été émergée dans ces dernières années et qui a essayé de se positionner au centre de ces trois courants. En effet, il s'agit d'une approche de segmentation, intégrée et qui est basée sur la segmentation du marché du travail.

–Segment inférieur : rassemble les activités de survie pratiquées généralement par les pauvres ;

–Segment supérieur : regroupe les micro-entreprises qui choisissent volontairement le secteur informel pour générer des revenus et se mettre à l'abri de la fiscalité) ;

– Segment intermédiaire constitué de micro-entreprises et de travailleurs subordonnés aux grandes entreprises.

1-3 : la contribution du secteur informel dans la production nationale

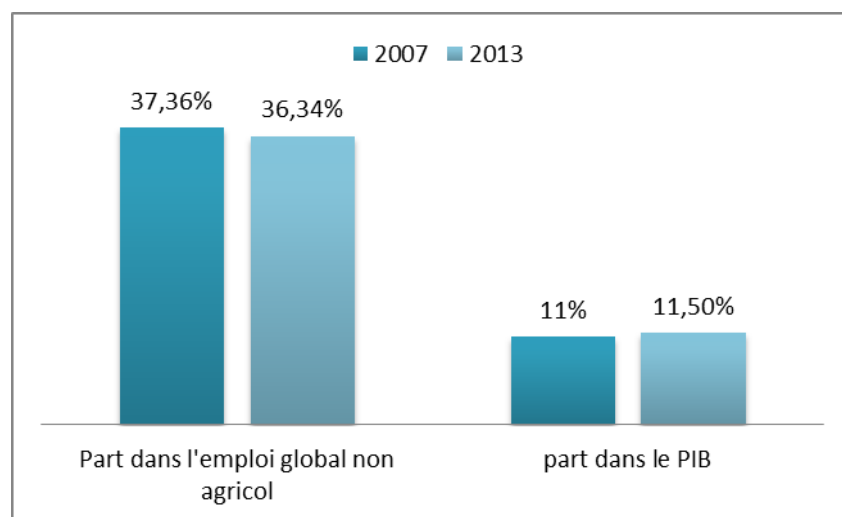
¹ BIT, 15^{ième} conférence des statisticiens de travail en 1993

La contribution du secteur informel dans la constitution de la production nationale et la formation de la valeur ajoutée a depuis toujours enregistré une évolution et une variation positives dans l'économie marocaine. Ainsi, le secteur informel a réalisé une valeur de 103 346 milliards de DH en année (2013) et ce chiffre ne cesse de croître en conséquence de la progression des unités de production informelles d'une année à l'autre. De son côté, la valeur ajoutée du secteur informel a connu une hausse (en moyenne) de 6,5 % par an à partir de 2007. Par rapport aux autres secteurs, la part du commerce est en nette diminution. Dans le secteur informel, les 11 % de la valeur ajoutée se répartissent sous forme de salaires et les 1,6 % restants prennent la forme d'impôts et de taxes (HCP ; 2016)².

Conformément aux résultats de l'enquête, le principal marché de production du secteur informel est constitué par les ménages, qui représentent 77,8 % de la production, et qui demeurent au premier rang du marché informel.

Selon les résultats rapportés par HCP, 50 % des ventes des unités de production informelles fonctionnant dans le secteur industriel sont affectées à d'autres unités informelles tandis que l'autre moitié est destinée aux ménages.

Graphique G1 : Contribution du secteur informel dans le PIB national



Source HCP 2016

Entre 2007 et 2013 la part du secteur informel dans le PIB a connu une faible augmentation de moins de 1 point en passant de 11 % à 11,5 %. Quant à la part du secteur informel dans l'emploi global non agricole on a enregistré une diminution de 1,02 %, mais l'ampleur du secteur dans l'économie (emploi et PIB) reste significative.

L'enquête effectuée par la CGEM en 2014 a contribué aux résultats déterminant l'ampleur du secteur informel sur l'économie nationale. Ainsi, selon sa publication sur le secteur informel en 2014, l'économie informelle pèse plus de 20 % du PIB hors secteur agricole et elle a un poids de 10 % des importations formelles. Le manque à gagner fiscal lié à l'économie informelle vaut plus de 30 Mds hors secteur primaire. Cette dernière est composée d'une carence de gain sur les droits de douane (principalement la contrebande et sous-facturation à

² HCP, 2016, enquête nationale sur le secteur informel 2013-2014

l'import) et un manque à gagner de TVA (unités de production informelles ; contrebande ; sous déclaration de chiffre d'affaires ; sous-facturation à l'import).

La valeur ajoutée de l'économie informelle est près de 140Mds. Cette valeur ajoutée est composée de la valeur ajoutée (VA) des unités de production informelles, la VA attachée aux sous déclarations de chiffre d'affaires et la VA dépendante de la substitution d'un taux de 83 % de la contrebande par la production locale. La contrebande qui chiffre un montant d'environ 1Mds de dirhams est composée d'une contribution de la contrebande remplacée par des importations d'un taux de 17.³ Dans ce sens, le secteur informel recèle et cache une valeur estimée à presque 40 milliards de dirhams pour chaque année.

Le secteur informel impacte d'une façon variable la majorité des secteurs d'activités. En effet, le poids du secteur informel dans les activités commerciales et de réparation est estimé à 68 %, industrie agroalimentaire et tabac est de 26 %, en bâtiment le taux est de 31 %, transports 32 %. L'impact touche la majorité des activités, commerciales, BTP, industrielles, transports, services (généralement le travail de bois et fabrication d'articles en bois ; fabrication de produits minéraux non métalliques et travail des métaux ; industrie du papier et du carton ; édition, impression et reproduction ; industrie du caoutchouc et du plastique ; métallurgie, Industrie chimique, transport international routier ; transport de personne ; messagerie ; contrebande, contrefaçon, les éboueurs...).

Le secteur informel reste un secteur qui impacte l'emploi en matière de la sécurité des employés. Ainsi, les 2,99 millions d'emplois dans le formel sont menacés par le secteur l'informel. Les emplois liés aux unités de Production Informelles (UPI), représentent 83 % des emplois informel et le reste est en moyenne seulement 17 % sont salariés ⁴.

L'impact du secteur informel dépasse uniquement le domaine de l'emploi, sa qualité et le manque à gagner pour l'État. Un manque à gagner sur le volet de cotisations sociales, mais aussi, il impacte les entreprises marocaines et les consommateurs.

Le problème du non-paiement des impôts et charges pour l'État conduit à la création de soutiens de rentabilité supérieurs pour les acteurs informels générant un décalage de compétitivité.

Le secteur informel a par contre certains autres impacts positifs sur le pouvoir d'achat, mais il y a des risques importants à savoir principalement : les règles d'hygiène qui ne sont pas respectées (absence de sécurité alimentaire, qualité de bien ou de service, chaîne de froid, garantie sur les défauts d'un produit ou de marchandises achetées avec moins de qualités. Par exemple les produits de contrefaçons, ou ceux qui ne respectent pas des normes).

En ce qui concerne les différences des prix entre, le secteur formel et l'informel, et où les fossés de compétitivité prix constatés, ils génèrent une impulsion négative sur les prix pratiqués sur le marché. En effet, l'économie informelle a des prix de référence spécifiques et en quelques fois concurrentiels qu'elle pratique. En lui rajoute des écarts de compétitivité ou des écarts de prix observés entre les biens ou services informels et formels conduisent à une perte de part de marché d'une manière significative. Quant aux acteurs formels (entreprises privées, publiques et semi-publiques...) et de l'économie informelle, ils mènent à une forte imbrication des économies formelles et informelles qui impacte dans un même temps et d'une façon négative le développement de l'économie formelle dans sa totalité. Cet impact négatif est expliqué par :

³ % Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM) : dans le cadre d'une enquête sur le secteur informel et son l'impact sur le secteur formel, 2016

⁴ Des statistiques publiées par la Caisse nationale de sécurité sociale, 2016

- ✓ Une absence ou un manque de structure et agencement du tissu industriel ;
- ✓ La taille difficile délimitant l'amélioration de la productivité et le rendement ;
- ✓ Une perte de rentabilité délimitant les investissements, limite l'esprit d'innovation et la capacité chez les acteurs de l'économie formelle pour cibler de nouveaux marchés, particulièrement dans un contexte d'extraversion ou d'ouverture de l'économie.

Certes, le secteur informel pèse bien sur l'économie marocaine. Son ampleur devient de plus en plus significative en termes de quantité des emplois créés, des chiffres d'affaires réalisés, sa contribution dans le PIB et création de la valeur ajoutée. Cette ampleur comporte des effets négatifs sur l'ensemble de l'économie (insécurité, garanties, affaiblissements des exportations, contrebandes, contrefaçon, travail indécent, absence d'innovation...).

2. l'État face au secteur informel

2-1 : l'État et la création de l'emploi

Depuis longtemps, il n'a pas été présumé que l'État a le devoir de faire quelque chose pour les pauvres, mais que l'une des choses qu'il peut et devrait faire est de « fournir des emplois ». Un objectif déclaré sur les pauvres était de « mettre les pauvres au travail ». Aujourd'hui, beaucoup insistent sur le fait que l'État a à la fois la capacité et le devoir de devenir « l'employeur de dernier recours » ou de garantir à tout le monde un emploi. Dans une économie spéculative à rotation égale, avec une concurrence libre et fluide, chaque travailleur essaierait de trouver du travail là où son salaire est le plus élevé, c'est-à-dire là où sa productivité marginale est la plus élevée ; et chaque employeur essaierait également de trouver le travailleur dont la productivité est la plus élevée pour le salaire et dans le travail qu'il a à offrir.⁵

Par conséquent, dans une telle économie, les travailleurs seraient répartis à leur productivité individuelle la plus élevée parmi les dizaines de milliers de professions différentes, et le plein emploi tendrait à être atteint à la productivité globale maximale. Il n'y aurait pas de chômage que l'État tenterait d'éliminer.

Dans toute économie dynamique actuelle, bien sûr, il y a toujours un certain taux de chômage « normal ». Ceci est trop souvent considéré comme un mal absolu. C'est ce qu'on appelle de façon trompeuse le chômage « frictionnel ». Pourtant, c'est principalement le résultat d'ajustements économiques nécessaires et souhaitables qui prennent habituellement du temps et qui, dans la plupart des cas, devraient pouvoir prendre du temps.

Le souci de l'État est de réduire le taux de chômage à des niveaux plus bas, en même temps, garder un certain seuil du taux d'inflation qui ne devrait pas impacter le niveau de vie de la population. Être un créateur d'emploi est une tâche très coûteuse et lourde pour l'État. L'expansion des activités informelles est également un souci. Dans les pays en développement, le problème de l'emploi informel est très pesant et son impact touche la globalité de la structure économique, en matière des pertes en recettes fiscales, la concurrence déloyale, le travail indécent, affaiblissement des exportations, ainsi, une faible croissance économique. Cependant, plusieurs pays ont réussi à réduire l'ampleur du secteur informel, création des postes d'emplois décents et réduction du chômage.

⁵ Henry Hazlitt, (1996), 'the conquest of poverty' Publisher's Cataloging in Publication (Prepared by Quality Books, Inc.)p105

Dans certains pays, le secteur informel est devenu un nouveau négociateur de l'État qui détient le pouvoir et impose des exigences pour son existence. Dans d'autres situations, ce secteur est considéré comme étant un moyen pour garder la paix sociale. Ainsi, l'administration publique tolère les activités informelles lorsqu'elle prévoit des conflits sociaux et protestations, et elle les lutte quand une pression est déclenchée de la part des organisations économiques formelles.

2-2 : Cas du Maroc : mesures et initiatives de l'État face au secteur informel

- Avant l'année 2005

Outre les cas mentionnés ci-dessus, ces mesures concernent la majorité des pays en développement où les activités informelles persistent beaucoup, notamment l'Amérique latine, l'Asie et les pays africains. D'autre part, le succès des politiques visant à minimiser la taille du secteur informel diffère d'un pays à l'autre et selon le degré d'engagement de l'État, le degré de corruption, le taux de croissance de l'économie, etc.

Le Maroc n'est pas à l'écart de ce qui se passe dans le reste de ces pays en développement concernant la question des politiques de la réduction du poids du secteur informel dans son économie. Ainsi, le pays a mis en place un ensemble de mesures pour l'intégration de certaines activités informelles afin de réduire l'ampleur du secteur informel, ses impacts négatifs sur son économie et la lutte contre le travail indécemment.

En effet, la nature de la relation entre secteur informel et État sera traitée sous un double angle. Le premier se rapporte à la nature de la politique envers l'informel ? Le second évoque le débat sur la relation entre le secteur informel et l'État, puisque l'informel est en fait défini par référence et non plus par le cadre réglementaire étatique. En outre, depuis la fin des années 1980, et dans un contexte de désengagement de l'État, l'informel a été assimilé à des activités illégales. Ainsi, ce sont les cadres réglementaires de l'entreprise et la légalité des employés qui sont au cœur de l'étude et qui posent la question de la relation entre l'informel et l'État et l'État avec l'informel.

Entre les années 1960 et 1970, les activités informelles semblaient être plus ou moins ignorées tant par le secteur moderne (par exemple les banques) que par les pouvoirs publics. Une vision péjorative du secteur informel prédominait. En effet, pour les migrants, il est soit considéré comme un résidu en cours d'absorption, une sorte de cellule d'antichambre pour les migrants en attente de leur intégration par le secteur formel. Dans son action, l'État a privilégié un mode de développement vers le secteur moderne de l'économie sur la base d'un modèle d'évolution linéaire, qui a pour effet que le secteur moderne de l'économie absorbera à terme le secteur traditionnel.⁶

Pendant les années 1970, une série de mesures instaurées par les codes d'investissement ont encouragé les petites unités artisanales à se regrouper en associations professionnelles ou à pratiquer des groupes d'artisans (ensembles artisanaux). En revanche, une assistance est fournie, dont le principal aspect consiste à obtenir des crédits. Par ailleurs, d'autres aspects promotionnels tels que les exonérations fiscales, les détaxations fiscales dans certains métiers comme la boucherie, la maroquinerie et le tissage sont aussi prévus.

⁶ voir les travaux de RajjaMejjati Alami « (2004) "le secteur informel au Maroc, 1956 à 2004", p24

Le secteur informel a commencé à attirer l'attention de l'État dans les années 80 et 90, avec la participation des donateurs.⁷ Dans ce contexte, l'objectif a été centré sur l'artisanat et les petites et moyennes entreprises (PME), tandis que l'intervention des pouvoirs publics et des institutions financières pour le soutien des petites unités reste très insuffisante.

Toutefois, la politique de soutien du gouvernement est en général faible et les micro-entreprises sont cloisonnées.

– « *Les politiques de promotion des PMI ou PME* » : Les mêmes ambiguïtés s'appliquent à la crise de l'emploi des années 1980 et à l'encouragement de la création d'emplois. En réalité, il y a aussi une certaine confusion entre le secteur informel et les PME. Sur ce point, les initiatives qui ont été prises visaient davantage ce segment particulier dans la mesure où il crée des emplois. Elles demeurent intrinsèquement inadéquates pour les activités des micro-entreprises.

– « *Le BAJI : Barnamej Al Aoulaouiyat Al Ijtimaia* » : Le programme cible les segments vulnérables de la population. Il s'agit d'élargir leur accès aux services sociaux de même qu'aux possibilités d'emploi et de revenu. Dans cette perspective, la consolidation des micro-entreprises existantes a pour objectif d'être un incubateur pour les entrepreneurs et un centre de développement des micro-entreprises.

– « *Le micro-crédit et la politique de lutte contre la pauvreté* » : Comme mentionné plus haut, des obstacles majeurs au démarrage de micro-entreprises sont les difficultés d'accès au crédit qui entravent le plus souvent le développement des activités des micro-entrepreneurs.

À ces réformes s'est ajouté, en 1987, le programme de crédits aux jeunes promoteurs (loi n° 36.87). Cette loi prévoyait notamment l'octroi de crédits pour aider les jeunes à créer d'entreprises. Grâce à des mesures d'incitation en faveur de cette catégorie, ce programme a encouragé la création d'entreprises et visait à faire en sorte que les jeunes puissent travailler pour leur propre compte. Bien que certaines réalisations aient été enregistrées entre 1988 et 1992, les résultats enregistrés par ce mécanisme financier ont toutefois été mitigés. De ce fait, une réforme a été introduite par la loi 14.94, portant une attribution de crédits à certains promoteurs diplômés de l'enseignement supérieur, et qui peuvent faire preuve d'une compétence professionnelle (Conseil Economique Social et Environnemental, Rapport de 2015 « L'auto-entreprise, levier de développement et d'intégration du secteur informel » P 48).⁸

À l'issue des Premières Assises Nationales sur l'Emploi qui se sont tenues à Marrakech en 1988, une stratégie nationale en matière d'emploi a été proposée. Ses principaux contenus ont été repris dans le plan quinquennal 2000-2004.

Le renforcement de la microfinance, fortement encouragé par l'aide au développement dans la perspective de la réduction de la pauvreté, est censé soutenir, voire remplacer, l'action gouvernementale et celle des banques traditionnelles. À cet égard, les organisations non gouvernementales de microfinance et les institutions internationales sont en train de devenir des acteurs majeurs dans la création des programmes de microcrédit pour les personnes qui travaillent dans ce secteur. L'Association Marocaine de solidarité Et le Développement (AMSED) est la première institution à avoir financé une micro-entreprise en 1993 (1).

⁷ RajjaMejjati Alami «(2004) « le secteur informel au Maroc, 1956 à 2004 », p24et 25

⁸ Conseil Economique Social et Environnemental, Rapport de 2015 « L'auto-entreprise, levier de développement et d'intégration du secteur informel » P 48

3 : La réglementation de l'État et les activités informelles.

3-1 : le secteur informel dans la réglementation avant 2005

La réglementation de l'État qui visait la structuration des activités informelles avait commencé tout d'abord par des études dont l'objectif était la collecte de plusieurs données sur le secteur informel pour un diagnostic préalable avant l'instauration de telle réglementation. En effet, il est impossible de dégager des tendances sur la période couverte par l'étude à partir des données disponibles. Les résultats de l'enquête de 1988 ne fournissent pas de données complètes à ce sujet. Il fait observer que 16 % des micro-entreprises informelles considèrent que les contrôles fiscaux sont exagérés et qu'entre 53 % et 60 % sont favorables à mettre en place une carte professionnelle.

En dépit de son caractère obligatoire, la sécurité sociale reste encore ignorée par 70 % des micro-entrepreneurs. Les sondages de 1999 et 2000 nous renseignent davantage. Il apparaît que le secteur informel n'est pas toujours caractérisé par une intention délibérée de se cacher et de ne pas respecter les obligations légales. Les seuils de légalité diffèrent selon que certaines réglementations sont respectées ou non, comme on peut le constater même dans les entreprises formelles. Par conséquent, les micro-entreprises se conforment, davantage, à la législation fiscale qu'à la législation sociale et du travail, autrement dit, certaines micro-entreprises et même les moyennes unités formelles respectent ce qui est fiscal, mais ne respectent pas leurs engagements sociaux et le code de travail vis-à-vis de leurs personnels (« L'auto-entreprise, levier de développement et d'intégration du secteur informel », Rapport du Conseil Economique Social et Environnemental P 49 — année 2015).⁹

Sur le plan institutionnel, cette période a connu l'adoption du Code du travail, de même que de la loi relative à la création et à la promotion des PME, en plus de la mise en place et le renforcement du rôle de l'ANAPEC. Cependant, ces initiatives n'ont eu qu'un impact bien limité sur le taux chômage des lauréats de l'enseignement supérieur. Il a presque stagné pendant cette période (passant à peine de 27,6 % à 26,7 %). Soulignons également le ralentissement de la croissance de l'économie nationale, lors de la même période, et l'inefficience des services d'intermédiation en place. Ces résultats limités s'expliqueraient par les nombreuses entraves qui ont freiné la mise en œuvre des programmes :

- ✓ La difficulté d'accès au système bancaire pour les jeunes qui souhaitent créer leur propre entreprise
- ✓ Un faible soutien aux jeunes pendant la phase de création et de lancement du projet ;
- ✓ Une performance médiocre ou la défaillance des services publics à mettre en œuvre les mesures et à diriger le marché du travail, sans pour autant répondre positivement aux besoins des demandeurs d'emploi

⁹ Rapport du Conseil Economique Social et Environnemental, année 2015 « L'auto-entreprise, levier de développement et d'intégration du secteur informel », P 49 —

Pour les données des dernières enquêtes 2007 et 2013 sur le secteur informel, le nombre des activités, qui a assujéti à la réglementation et ayant une patente, a connu une évolution remarquable, mais le nombre des unités informelles croît aussi vite que l'engagement administratif de ces unités informelles et ces dernières restent, dans la majorité des cas, inconnues de l'ensemble des services de l'État. Ainsi, l'enregistrement administratif le plus courant est celui du brevet avec seulement 18,1 % des unités qui le détiennent, un taux presque stagnant par rapport à 2007 (18,6 %), mais toujours inférieur à 23,3 %, niveau que ce dernier avait atteint en 1999. Dans les domaines du commerce et de l'industrie, le taux est supérieur à la moyenne avec respectivement 20,8 % et 18,7 %. Selon l'aménagement d'une pièce, le degré d'enregistrement varie considérablement : le taux d'enregistrement des brevets est de 39,2 % pour les unités (HCP, rapport sur enquête nationale sur le secteur informel 2013-2014).

3-2 : Les mesures et politiques de l'État après 2005

Malgré les efforts mobilisés par l'État pour lui faire face et réduire son ampleur, le secteur informel continue toujours à occuper une place importante dans l'économie nationale.

Après l'année 2005, un ensemble de mesures mises en place dans les politiques publiques pour encourager l'intégration de l'économie informelle dans le formel sans jusqu'à présent aboutir à des résultats adéquats même avec le lancement du chantier en développement humain ou l'initiative nationale de développement humain (INDH). Selon la dernière étude réalisée par l'institution — Haut-Commissariat au Plan, le poids du secteur informel est encore persistant et la relation de l'État à travers ses administrations publiques avec le secteur informel est toujours en divergence. En effet, d'après les résultats de l'enquête nationale sur le secteur informel publiée en 2016 par l'HCP, on a enregistré que les unités de production informelles restent, dans la majorité des cas, inconnues de tous les services de l'État. Cependant, si les unités de production informelles (UPI) ne prennent pas les mesures nécessaires pour légaliser leur activité, l'Etat est-il prêt à faire entrer les informels dans le cadre réglementaire ? Il ressort des résultats de l'enquête qu'environ 85 % des chefs des UPI affirment n'avoir aucune relation avec l'administration publique, peu importe sa nature (préfecture, commune, force de l'ordre, justice, chambres professionnelles...).

Concernant les 15 % de responsables de l'UPI, ayant affirmé avoir des relations avec l'administration, au moins 80 % ont déclaré avoir de bonnes relations avec toutes ses composantes, à l'exception de la police, avec qui seulement 54 % des répondants ont déclaré avoir de bonnes relations (HCP, rapport sur l'enquête nationale sur le secteur informel 2013-2014). Les chefs d'UPI ont déclaré à 11 % avoir déjà rencontré des problèmes avec des fonctionnaires et des agents de l'administration ; en général, ces problèmes sont liés au lieu où l'activité est exercée, puisque plus de 19 % des chefs d'UPI qui n'ont pas de locaux disent avoir déjà eu des litiges et des désaccords avec l'administration, contre seulement 2,6 % de ceux qui ont des locaux.¹⁰

En réalité, les principales raisons des problèmes rencontrés par les UPI sans locaux sont : une occupation de l'espace public (26,3 %), des embouteillages et des encombrements routiers (21,6 %), des activités considérées comme illégales (18,8 %), et 17 % ont déclaré avoir rencontré des abus perpétrés par certains agents publics. Le paiement d'un « cadeau », symbole du phénomène de la corruption, constitue la manière de résoudre le conflit pour 23,5 % des dirigeants de l'UPI interrogés. Le paiement d'un « cadeau », symbole du phénomène de la corruption, constitue la manière de résoudre le conflit pour 23,5 % des dirigeants de l'UPI interrogés par des responsables gouvernementaux. Les règlements

¹⁰ HCP, rapport sur enquête nationale sur le secteur informel 2013-2014

extrajudiciaires constituent la troisième modalité de règlement, puis le paiement d'une amende dans 18,5 % des cas de litige (HCP, Rapport national d'enquête sur le secteur informel 2013-2014).

Les données présentées précédemment montrent que le fossé est encore très profond entre l'État et les unités de production informelles, entre le secteur informel dans son ensemble et les services de l'administration publique. Dans le cadre de cette analyse, nous présenterons les caractéristiques de la période suivant 2005, afin d'expliquer la relation entre l'État et le secteur informel et les mesures prises à partir de cette date pour réduire la taille de l'économie informelle. Il ressort d'une étude des politiques publiques que depuis 2005, une différenciation est faite entre les politiques sectorielles, dont les objectifs sont la création d'emplois décents et le renforcement des investissements, d'une part, et les politiques nationales d'emploi, d'autre part. En effet, l'auto-emploi et le travail indépendant sont devenus les principaux axes de la politique nationale de l'emploi.

Toutefois, compte tenu de sa dimension sociale et économique, le chômage est l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les différents gouvernements. C'est l'un des défis majeurs que le Maroc entend relever à travers une vision qui se traduit par une politique nationale dans ce domaine **(2)**.

Dans le cadre de la politique nationale de l'emploi, il est tenu compte de plusieurs éléments dans la mise en œuvre des mesures de promotion de l'emploi, notamment en ce qui concerne les phases d'opérationnalisation. Sur cette base, trois programmes ont été créés :

- Le programme « Moukawalati » pour encourager le travail indépendant et la création d'entreprises, en accompagnant les jeunes porteurs de projets.¹¹ **(3)**
- Programmes « Idmaj et Taehil » : concernant le premier, il s'agit d'une première étape dans l'emploi, et le deuxième garantit une formation appropriée pour faciliter l'accès au marché du travail.
- L'INDH qui a démarré en 2005 a aussi contribué directement ou indirectement à l'intégration de nombreuses personnes par des statuts d'associations ou de coopératives, et plus particulièrement dans le secteur agricole, mais en ce qui concerne les emplois, la majorité des salariés travaillant dans ce domaine associatif ou coopératif ne disposent ni du statut social ni du statut professionnel.

Il ressort du diagnostic du secteur informel la prévalence de l'analphabétisme, de la pauvreté et de la précarité, et ce malgré les efforts consentis pour relever tous ces défis et la faible valeur ajoutée des petites auto-entreprises qui ne disposent ni de modernisation ni de moyens pour évoluer. Les mesures de l'État envers le secteur informel passent par la promotion de l'emploi et la lutte contre le travail indécemment. En effet, le problème de l'emploi et le problème du chômage, qui sont entravés par plusieurs facteurs structurels dans l'évolution du travail indépendant, et, notamment, les échecs de l'approche genre et de la faible représentativité des femmes dans le travail indépendant malgré leurs compétences et qualifications. Par conséquent, l'auto-emploi chez les femmes est limité à l'économie sociale et solidaire et aux activités génératrices de revenus visant à lutter contre la pauvreté et la précarité, comme le prouve la nature des projets consacrés aux femmes et soutenus par l'initiative nationale pour le développement humain (INDH)

¹¹ Conseil Economique Social et Environnemental, Rapport (2015) ; « L'auto-entreprise, levier de développement et d'intégration du secteur informel », du P51

Pour l'appui de l'emploi décent, l'État a mis en place certaines mesures allant dans le sens de la protection sociale des travailleurs de l'économie informelle. Ces mesures peuvent être considérées comme une extension des précédentes et complémentaires. Parmi ces politiques de l'État :

- ✓ Prise en charge sociale et médicale des travailleurs indépendants et non-salariés ;
- ✓ Indemnisation pour perte d'emploi (4).

▪ **Réglementation marocaine et recommandations :**

- ✓ La loi n° 19.12 du 10 août 2016 relative à la fixation des conditions de travail des employées de maison qui travaillent sur le marché du travail domestique et qui font la mobilité du secteur informel au formel (5).
- ✓ Le programme soutient le travail indépendant, l'auto-emploi, et en promouvant la promotion des diplômés de l'OFPPPT (6).

Pour la promotion de l'emploi et des mesures en faveur des travailleurs de l'économie informelle en milieu urbain et rural, la stratégie nationale repose sur les points suivants :

- ✓ Prendre en compte les caractéristiques du marché du travail marocain : segmentation, inégalités dans l'offre de travail (par diplôme, âge, lieu de résidence et sexe) dans l'élaboration des politiques promouvant et soutenant la mobilité.
- ✓ Il faut renforcer et sécuriser la mobilité appréhendée à quatre niveaux : entre l'activité et l'inactivité, entre le chômage et l'emploi, entre le salariat et entre la formation et d'autres formes d'inactivité.
- ✓ Il faut réduire les écarts entre les diplômés et les non diplômés, ainsi qu'entre les bénéficiaires de la couverture de sécurité sociale et les autres personnes qui n'en bénéficient pas.
- ✓ Prendre en considération la spécificité des besoins des différentes catégories des actifs, et plus particulièrement des femmes, des jeunes non qualifiés et des groupes sociaux défavorisés sur le plan de la mobilité du marché de travail (7).

Réduire le poids du secteur informel dans l'économie et la formalisation de certaines activités est devenu l'objet de l'État et même l'intérêt des professionnels qui souffrent aussi de certains impacts négatifs du secteur informel. Dans ce cadre, la CGEM propose des recommandations et chantiers à mettre en œuvre pour minimiser l'ampleur du secteur informel sur l'économie nationale en collaboration avec les autorités publiques. En effet, le comité de pilotage a suggéré un plan d'action qui s'articule autour de quatre chantiers prioritaires et deux supports transversaux initialement sélectionnés par le comité (8).

- 1— Un renforcement de l'attractivité du secteur formel, à travers, une compétitivité des entreprises. Ce chantier nécessite une réduction du fossé de compétitivité fiscal entre le secteur informel et formel par une réduction de la fiscalité sur le travail et les outils de production..
- 2— Une action d'accompagnement des unités de production informelles dans l'intégration (UPI) pour l'intégration dans l'économie formelle. Cette opération repose sur le développement d'un cadre réglementaire, conforme, spécifique et incitatif pour les unités de production informelles en renforçant les moyens pour l'accès au marché et la consolidation de leurs capacités.
- 3 – Lutter contre l'économie souterraine et ses piliers.
- 4— Le dessèchement du fléau de la contrebande en créant les conditions de formalisation de la main-d'œuvre travaillant dans la contrebande en concevant des emplois formels.

D'autres actions doivent être introduites au niveau de l'éducation et la formation à travers des programmes de sensibilisation des consommateurs aux dangers et certains méfaits de l'économie informelle. Il faut également instaurer un système « d'e-learning » qui permet de faciliter une adéquation aux opérations formelles et comptables, mettre en place des programmes de formation et installer des outils comptables simplifiés au profit des porteurs de projets de petite taille et micro-entreprises.

Le dernier point qui est dans la réalité la principale action à consolider et dont tout le monde est tenu de se collaborer et s'intégrer, c'est la lutte contre la corruption. En mettant en place un système de digitalisation des services publics et ainsi, diminuer les paiements en espèces ou cash autorisés.¹²

Dernièrement, l'État a commencé la prise des décisions envers le secteur informel qu'on peut considérer très déterminantes. Ainsi, le système de facturation est devenu une exigence pour tous les exerçants d'une activité commerciale. Les administrations compétentes du ministère des Finances et conformément à la loi de finances 2019 imposent la facturation des opérations de vente. Cette mesure a pour objet de mieux gérer les fuites des disposants des patentes, mais qui ne déclarent pas la taxe sur la valeur ajoutée. Mais la mise en place de ce système va impacter d'une façon négative le secteur commercial et la mise en œuvre de la facturation d'autres initiatives en amont et en aval.

Généralement, trois types de contraintes au développement de l'économie marocaine. Dans le premier ordre, nous citons la contrainte liée à la faiblesse de la compétitivité des entreprises marocaines, la seconde concerne le manque de cohérence des politiques et le rendement des administrations publiques et la dernière concerne la faiblesse du système de l'éducation et de formation.

Conclusion

Sur la base des trois axes décrits dans cet article, on peut tirer les conclusions suivantes :

En analysant les données publiées par les institutions publiques de compétences notamment le HCP et à travers les enquêtes effectuées sur le secteur informel, nous constatons que l'évolution de ce secteur est en tendance vers la croissance et le taux d'informalité des activités continue sa croissance, notamment dans le secteur commercial qui est placé le premier avec plus de 50 % par rapport à l'ensemble des activités (industrie, BTP et services). Les caractéristiques du secteur informel au Maroc selon ces données montrent que la majorité des opérations réalisées dans le secteur informel circulent et s'orientent dans ce même secteur informel.

Le poids du secteur informel par rapport à l'économie nationale a pris un essor, en particulier du fait des effets sociaux des politiques d'ajustement structurel (PAS). Conformément aux estimations du HCP, qui sont fondées sur plusieurs critères (absence de comptabilité), la part du secteur informel est significative à la fois au regard de l'emploi que celle des unités de production. En effet, les estimations de la contribution du secteur informel en emploi non agricole représentent près de 40 % et ce secteur participe à hauteur de 12,2 % du PIB. Selon les données de l'enquête effectuée sur ce secteur entre 2013 et 2014, la part du secteur informel dans le PIB est de 11,5 % sans compter le secteur agricole et l'ampleur de secteur informel dans l'économie du Maroc est pesante ; il occupe 40 % de l'économie nationale. Ces chiffres montrent le poids redoutable du secteur informel même s'il joue un rôle important dans la création des emplois.

¹² CGEM 2016

Le secteur informel influe de manière variable sur la plupart des secteurs d'activité. Les données de l'enquête nationale sur le secteur informel, et malgré la pertinence de la méthodologie suivie, les résultats obtenus restent relatifs et ne reflètent pas une image claire sur le secteur informel tant sur le plan de sa taille, sa place dans l'économie nationale, ses inconvénients, etc. Cette relativité s'explique les limites de l'enquête sur le plan de la taille de l'échantillon et la segmentation des emplois exercés dans les différents domaines d'activités. En plus, il y a une implication accrue des activités formelles et les unités de production formelles dans l'expansion des activités informelles et l'emploi informel tant au niveau de l'unité informelle que sur le plan de l'emploi informel. Cette situation est très répandue dans le domaine de la distribution, la construction et le bâtiment... etc. Le nombre des emplois dans le secteur informel selon les données sur le marché du travail informel dépasse le nombre des emplois du secteur formel (public et privé).

Le poids du secteur informel reflète les défaillances que connaissent les politiques publiques, pour élaborer des stratégies économiques performantes, afin de faire face à l'expansion de l'informalité des activités et diminuer les impacts négatifs sur le plan de l'augmentation des importations par rapport aux exportations, la concurrence déloyale, la précarité des emplois, affaiblissement du secteur formel privé en emploi et en production...

les efforts de l'État en matière de la formalisation des activités informelles, la lutte contre la précarité et le travail indécemment ne cessent de se faire mobiliser, à travers un ensemble de programmes et initiatives de développement dont la majorité n'a pas abouti aux objectifs tracés et qui ont malheureusement terminé par l'échec.

Pour faire face à la progression des activités informelles, il est en effet nécessaire de distinguer deux périodes dans les efforts de l'État et ses politiques publiques, la première avant 2005, c'est-à-dire avant le lancement de l'initiative nationale de développement humain, et la deuxième après cette date (2005). Ce n'est qu'au début des années 1980 que l'État a pris conscience du secteur informel et de son impact sur l'économie en mobilisant des initiatives et des programmes visant à encourager les jeunes à créer leurs propres projets, mais le problème de la corruption et les lacunes de l'administration publique dans le traitement des affaires ont conduit à l'échec de ces initiatives. Après 2005, il y a eu le lancement de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) et des programmes visant à promouvoir l'emploi, à créer des entreprises et à lutter contre la pauvreté. Toutefois, au terme de quelques années de mise en œuvre de cette initiative, le problème des inégalités sociales demeure présent, la progression du secteur informel ne cesse de s'accroître et son ampleur touche l'ensemble de l'économie.

L'État est conscient des impacts négatifs du secteur informel (emplois précaires et indécemment, affaiblissement de l'entrepreneuriat, faibles valeurs ajoutées, recettes fiscales restreintes, concurrence déloyale...) par rapport aux impacts positifs, mais d'autres contraintes lui font face.

Pour ce faire, les politiques publiques deviennent de plus en plus décisives et déterminantes. Les stratégies d'emploi et les différents programmes lancés dans ce sens doivent être menés dans un cadre de bonne gouvernance. Le capital humain est devenu une composante essentielle du développement économique et social du Maroc. La restructuration du marché de travail marocain et l'encouragement des emplois décents et non précaires sont devenus parmi les priorités de l'État. Cependant, la faible croissance économique, les mauvaises performances de l'administration publique, l'incapacité du secteur privé à offrir des emplois, le déficit budgétaire, les carences de la politique d'éducation et de formation, l'inadéquation

entre la demande du marché du travail en matière d'emploi et de formation, la faiblesse des qualifications des diplômés... compliquent la tâche de l'État pour réduire au minimum la taille du secteur informel et son intégration dans l'économie formelle. Mais, les nouvelles déterminations imposées par la crise sanitaires vont ralentir les efforts de l'Etat pour l'intégration du secteur informel, ou au moins une partie du secteur dans l'économie formelle et ainsi lutter contre les emplois précaires et indécents.

Des précisions sur les stratégies et initiatives de l'État pour minimiser l'ampleur du secteur informel et la promotion de l'économie marocaine.

(1) : Divers programmes de financement des micro-entreprises ont été lancés, ainsi que des réformes institutionnelles qui ont permis d'organiser la loi sur le micro-crédit. Entre autres initiatives, on peut mentionner celle du Fonds Hassan II pour le développement économique et social, qui a pour objet l'allocation de 100 millions de dirhams au secteur de la microfinance. Les principales institutions à l'œuvre sont « Al Amana », « Zakoura » et le « Fondep ». Les principales réformes mises en œuvre sont les révisions du marché financier et la publication d'une charte générale des investissements en 1996. En février 1999, la nouvelle loi sur le microcrédit a vu le jour. Elle a pour objectif de créer un environnement favorable au développement du secteur privé.

(2) : Quatre axes sont à la base de cette politique :

- ✓ Favoriser l'emploi afin de faciliter l'intégration des chômeurs diplômés n'ayant jamais travaillé et se trouvant dans une position de chômage de longue durée ;
- ✓ Faire correspondre davantage la formation et l'emploi, en fonction des besoins du marché du travail, et renforcer l'emploi des diplômés à la recherche d'un emploi ;
- ✓ Encourager la création d'entreprises par le biais de l'aide et du financement nécessaires, et faciliter l'accès au crédit ;
- ✓ Garantir une gouvernance meilleure du marché du travail.

(3) : Le programme « Moukawalati » a connu l'échec principalement sur le plan de la gouvernance notamment :

- ✓ Des responsabilités qui ne sont pas clairement définies ;
- ✓ La non-activation des comités régionaux, en plus d'une mauvaise coordination entre les acteurs institutionnels ;
- ✓ Manque de pilotage selon les objectifs bien déterminés ;
- ✓ Un mode d'intervention des intervenants qui se modifie en fonction de la situation.

(4) : autres axes complémentaires ont été établis pour le renforcement de l'emploi décent :

- ✓ Sécurité sociale (assurance contre tous les risques de chômage), un accès aux opportunités de formation en cours d'emploi ;
- ✓ Renforcement de l'employabilité des travailleurs et les arrangements contractuels (mesures facilitant l'accès à l'emploi).

(5) : Dans le cadre des discussions du dialogue social (commission du secteur privé), la question de l'inclusion du secteur informel dans les revendications commerciales est

toujours inscrite à l'ordre du jour. Les partenaires sociaux proposent, dans le projet de loi sur les syndicats et les associations professionnelles, de se pencher sur la question de la réforme du Code du travail et du régime de contractualisation. Cela a pour objectif d'intégrer le secteur informel dans l'économie structurée. Dans le même sens d'autres nouvelles initiatives implémentées qui concerne principalement :

- ✓ Moubadara : Programme encourageant l'emploi dans les associations locales
- ✓ Taater : Programme qui vise des chômeurs diplômés de moyenne et longue durée
- ✓ Istiaab : Programme qui a pour objectif l'intégration de l'économie informelle
- ✓ — Tahfiz: Le programme commençant en janvier 2018, pour les entreprises, associations et coopératives, de 5 à 10 salariés, sur la période allant jusqu'en 2022.

(6) : Une stratégie de lutte contre la vulnérabilité sociale (INDH et développement de la microfinance/AGR et formalisation des activités informelles) a été mise en œuvre au niveau : infrastructures et services communautaires dans le but de l'intégration économique des travailleurs vulnérables.

(7) ; « La stratégie nationale de développement de l'économie sociale et solidaire à l'horizon 2010-2020 » qui permet de contribuer de manière efficace pour l'organisation des activités informelles ; devant le manque de perspectives d'emploi à court terme dans le secteur privé, l'économie sociale et solidaire offre pour le compte du promoteur-employeur, un système d'aide à la formation des groupes désavantagés.

- ✓ « La stratégie nationale en faveur de la très petite entreprise (TPE) (Mai2013) » ;
- ✓ « Les stratégies sectorielles (agriculture, artisanat, tourisme, industrie et commerce). »
- ✓ « Le statut auto-entrepreneur, »

Pour le soutien au développement et à la création des petites et moyennes entreprises, l'administration marocaine a effectué des réformes qui touchent principalement les modes de passation des marchés publics et les appels d'offres.

- ✓ Consacrer 20 % de la passation des marchés publics aux petites et moyennes entreprises nationales ;
- ✓ La possibilité de répartition des marchés publics permettant aux petites et moyennes entreprises d'y accéder ;
- ✓ La possibilité de sous-traiter une partie des marchés publics à des prestataires de services basés au Maroc, notamment des petites et moyennes entreprises
- ✓ Favoriser les entreprises locales par la possibilité de faire croître les offres financières de 15 % des entreprises étrangères.

(8) : Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle « contribution technique au forum du Maghreb sur la transition vers l'économie formelle et travail décent » 2018,

Les objectifs espérés de ces mesures de la promotion de l'emploi sont en principes :

- Subventions et exonérations consenties aux investisseurs, au nombre réel d'emplois effectivement créés, sur la base de la Charte de l'investissement ;
- La priorité sera accordée aux investissements publics en fonction de leur impact sur l'emploi ;
- Un appui supplémentaire sera apporté aux plans stratégiques sectoriels ;
- Consolidation du marché du travail et anticipation des besoins en compétences et création d'observatoires régionaux de l'emploi ;
- Ouverture des appels d'offres pour les coopératives et des bons de commande pour les auto-entrepreneurs ;
- Implémentation de mesures de soutien en faveur du secteur associatif,

Sur le plan national de la promotion de l'emploi nommé « MOUMKIN » il y a trois vocations à signaler :

- ✓ Mettre en place des outils et des dispositifs à destination des chercheurs d'emplois ;
- ✓ Responsabiliser les jeunes qui vont rentrer sur le marché du travail ;
- ✓ Créer une dynamique sociétale de solidarité, autour de la problématique de l'emploi.

Une régionalisation avancée aura un impact significatif sur le développement des politiques de l'emploi au Maroc :

- La mise en place de centres régionaux d'emploi et de développement des compétences ;
- Mettre en place un système pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes

Sur le plan de l'amélioration de la pertinence de la formation par rapport aux besoins du marché de travail :

- Instaurer des modules de sensibilisation à l'entrepreneuriat et développer les compétences et attitudes qui sont demandées sur le marché du travail ;

Le statut de l'auto-entrepreneur :

La condition d'auto-entrepreneur est un statut juridique simplifié dédié aux personnes ayant une activité professionnelle ou souhaitant créer leur entreprise pour profiter d'une opportunité commerciale et d'affaires. Ce statut repose sur une procédure qui facilite la création en même temps de la possibilité et une facile procédure de radiation, une possibilité de facturation, un unique interlocuteur (Barid Almarhrib), possibilité d'exercer l'activité à domicile, une fiscalité restreinte qui ne dépasse pas 1 % du chiffre d'affaires pour les activités industrielles, commerciales et artisanales et 2 % pour les activités de prestation de services et dispense de la tenue de la comptabilité (la présentation d'un bilan n'est pas demandée)

Référence bibliographiques

Ouvrages :

- Charmes, J. (2002). Les origines du concept de secteur informel et la récente définition de l'emploi informel. *World Bank*. De Soto H., 1994, L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde (traduit de l'espagnol par Martine Couderc), La Découverte, Paris.
- Cling, J. P., Lagrée, S., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (2012). *L'économie informelle dans les pays en développement*.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with unlimited supplies of labour.
- Mejjati. R.A (2014), Le secteur informel au Maroc, éditions Presses économiques du Maroc,
- Roland Berger ; OCDE ; CIST (conférence internationale des « staticiens » du travail)
- Roubaud, F. (1994). *L'économie informelle au Mexique : de la sphère domestique à la dynamique macro-économique*. KARTHALA Editions.

Articles :

- Bacchetta, M., Ernst, E., & Bustamante, J. P. (2009). *Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement : étude conjointe du Bureau international du Travail et du Secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce*. BIT/OMC.
- Benissad, H. (1984). L'économie informelle en Afrique. *Archambault. E & Greffe. X (eds.)*, 210-218.
- Bourakkadi, H., & Zouiten, M. (2015). LE SECTEUR INFORMEL AU MAROC ETUDE EXPLORATOIRE DE L'EMPLOI INFORMEL ARTISANAL DANS LA RÉGION FÈS BOULEMANE. *Revue de Gestion et d'Économie*, 2 (1), 41-50.
- Castells, M., & Portes, A. (1989). Worldunderneath: Theorigins, dynamics, and effects of the informal economy. *The informal economy: Studies in advanced and lessdevelopedcountries*, 12.
- Charmes J., (1991), « Pluri-activité des salariés et pluri-activité des agriculteurs. Deux exemples de mesure et d'estimation : Italie et Burkina Faso. in S. Montagne-Villette, Espaces et travail clandestins, Paris, Masson, p. 25-32.
- Charmes J., (1992), "Le secteur informel, nouvel enjeu des politiques de développement ?" *Revue "L'Homme et la société"* N.105-106, 1992. Vers quel désordre mondial pp. 63-77.
- Charmes J., (2009). L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable Concepts, mesures et tendances, in Jutting J P et Laiglesia J R (eds.), Centre dedéveloppement de l'OCDE, pp 29-64.

- Charmes J., (2015), “Le secteur informel, nouvel enjeu des politiques de développement ?”, revue “L’Homme et la société” N.105-106, 1992. Vers quel désordre mondial pp. 63-77
- Charmes J., (2015), “Le secteur informel, nouvel enjeu des politiques de développement ?”, revue “L’Homme et la société” N.105-106, 1992. Vers quel désordre mondial
- Charmes, E. (2004). Le développement des lotissements clos. Études foncières, (109), 16 — 19.
- Charmes, J. (1982). Méthodologie et résultats des enquêtes sur le secteur non structuré en Tunisie.
- Charmes, J. (1986, July). Emploi et revenus dans le secteur non structuré des pays du Maghreb et du Machrek. In *CONFERENCE OF SOCIAL SCIENCE RESEARCH COUNCIL The informal sector in the middle east. Tutzing, (Communication)*.
- Cohen, B., & House, W. J. (1996). Labor market choices, earnings, and informal networks in Khartoum, Sudan. *Economic Development and Cultural Change*, 44 (3), 589–618.
- De Miras, C. (1990). Etat de l’informel. Informel et État illustrations Sud-Américaines. *Revue Tiers Monde*, 377-391.
- Fields G S., 1990, “Labour market modelling and the urban informal sector: Theory and evidence”, in *The Informal Sector Revisited*, Paris, OCDE.
- Gautier JF., (2001), L’informel est — il une forme de fraude fiscale ? Une analyse micro-économétrique de la fraude fiscale des micro-entreprises. *Revue d’économie du développement*, 3/2001, pp 25-50.
- Lautier B., (2003), Les limites de l’économie informelle comme alternative à la mondialisation, *Revue du MAUSS*, n° 21 : L’alter-économie — quelle autre mondialisation ? (Fin), La Découverte, Paris, pp198-214.
- Lautier B., (2004), L’économie informelle dans les pays du Tiers Monde, La Découverte (2ème édition), avec “une brève synthèse suggestive”, Paris, 1994, 2004.

Rapports :

- Banque mondiale, (2012), Ciblage et protection sociale : Note d’orientation stratégique — Maroc-MENA, 161 p.
- Barthélémy Ph., (2005). Compte Rendu sur “OCDE, Manuel sur la mesure de l’économie non observée, OCDE, Paris, 2003”, *Région et Développement*, n° 21, 2005, pp 199-201.
- BIT, “Le dilemme du secteur informel”, Rapport du Directeur Général. Conférence

- BIT (2013). Mesurer l’informalité : manuel statistique sur le secteur informel et l’emploi informel, Genève
- CGEM, *L’économie informelle : impacts sur la compétitivité des entreprises et propositions de mesures d’intégration*, 2018.
- Conférence internationale du Travail 90e session, BIT, (2002). “Travail décent et économie informelle” Rapport VI.
- Conseil Economique, Social et Environnemental, *L’auto emploi, levier de développement et d’intégration du secteur informel*, Rapport 2016, p. 44
- HCP (2006) prospective, “MAROC 2030” Exclusion, inégalité et pauvreté : la transition sociale et ses déterminants Avril 2006
- HCP (2010), Dynamique de la pauvreté au Maroc
- HCP, (2016), *Enquête nationale sur l’emploi*, premiers résultats
- HCP, *Enquête nationale sur l’emploi*, 2015,
- HCP (2016) “Enquête nationale sur le secteur informel” 2013-2014
- HCP, Prospective “Maroc 2030”, (2006), Exclusion, inégalité et pauvreté : la transition sociale et ses déterminants.
- OCDE (2017), Examen Multidimensionnel du Maroc Volume 1. Évaluation initiale Principales conclusions Centre de Développement de l’OCDE Rabat 11 Juillet 2017Juillet 2017
- OCDE (2018), Les voies de développement Examen multidimensionnel du Maroc volume 2. Analyse approfondie et recommandations, Editions OCDE, Paris.
- OCDE (2019), *L’emploi informel dans les pays en développement : une normalité indépassable ?*
- OCDE, (2015), *Synthèse sur l’entrepreneuriat informel en Europe*,